

COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FLAMAND DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTÉ (331)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 6 JUILLET 2020 RELATIVE À L'ENGAGEMENT DE PENSION SECTORIEL POUR L'ANNÉE 2019

Chapitre 1^{er}. Objet de la convention

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue :

- en exécution de l'article 5 de la convention collective de travail du 7 février 2011 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (numéro d'enregistrement 103526/CO/331), conclue au sein de la commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, et telle que modifiée en dernier lieu par la convention collective de travail du 12 juin 2019 modifiant le règlement de pension du régime sectoriel de pension complémentaire 331 (numéro d'enregistrement 152219/CO/331) et par la convention collective de travail du 22 décembre 2014 modifiant la convention collective de travail du 7 février 2011 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (numéro d'enregistrement 125644/CO/331).
- en application du point 4 du règlement de pension joint en annexe à la convention collective de travail du 7 février 2011 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (numéro d'enregistrement 103526/CO/331), conclue au sein de la commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, et telle que modifiée en dernier lieu par la convention collective de travail du 12 juin 2019 modifiant le règlement de pension du régime sectoriel de pension complémentaire 331 (numéro d'enregistrement 152219/CO/331).

Chapitre 2. Champ d'application

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et travailleurs ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, à l'exception :

- des catégories prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail ;
- des employeurs établis à l'étranger et de leurs travailleurs détachés en Belgique au sens du règlement CEE applicable en matière de sécurité sociale.

Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Article 3

La présente convention collective de travail ne s'applique pas :

- aux travailleurs sous contrat intérimaire ;
- aux travailleurs sous contrat de vacances, d'étudiant ou FPI (formation professionnelle individuelle) ;
- aux apprentis pour lesquels aucune cotisation de sécurité sociale n'est payée (apprenti agréé des classes moyennes, apprenti sous contrat d'apprentissage industriel, apprenti en formation de chef d'entreprise, apprenti sous convention d'insertion professionnelle, reconnue par les Communautés ou les Régions, stagiaire sous convention d'immersion professionnelle) ;
- aux collaborateurs dans le cadre du travail assisté et aux personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7 de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 et occupées dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25.11.1991, à moins qu'il ne soit question d'un contrat de travail ;
- aux travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale ;

- aux journalistes professionnels agréés au cours de la période prise en compte pour une pension légale complémentaire pour journalistes professionnels agréés, réglée par l'arrêté royal du 27 juillet 1971 (M.B. du 20 août 1971) ;
- aux coopérants des organisations non gouvernementales belges qui opèrent à l'étranger et pour qui il existe une affiliation à l'Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer ;
- aux travailleurs non assujettis à l'ONSS qui effectuent occasionnellement du travail socio-culturel.

Chapitre 3. Engagement de pension

Article 4

§ 1^{er}. Le 31 décembre 2019, un supplément unique est versé sur le compte de pension individuel pour l'année 2019.

§ 2. La date de valeur à partir de laquelle le rendement est octroyé devient le 1^{er} janvier 2020.

Article 5

§ 1^{er}. Le supplément pour l'année 2019 s'élève à maximum trente-sept euros et cinquante cents par trimestre qui y donne droit pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 pour autant :

- que, durant l'année 2019, l'affilié ait été lié par un contrat de travail avec une organisation à laquelle s'applique le règlement de pension ;
- et que cette organisation ait payé, pour l'année 2019, des contributions en exécution de la convention collective de travail du 7 février 2011 modifiant les statuts et la dénomination du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 331 de financement complémentaire du second pilier de pension" (numéro d'enregistrement 103527/CO/331) et de la convention collective de travail du 7 janvier 2019 fixant le pourcentage des cotisations pour l'année 2019 au fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 331 de financement du second pilier de pension" et fixant la date de la demande d'exonération des contributions pour l'année 2019 (numéro d'enregistrement 150353/CO/331).

§ 2. Le supplément pour l'année 2019 s'élève à maximum vingt-et-un euros et vingt-six cents par trimestre qui y donne droit pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 pour autant :

- que, durant l'année 2019, l'affilié ait été lié par un contrat de travail avec une organisation à laquelle s'applique le règlement de pension ;
- et que cette organisation bénéficiait, pour l'année 2019, d'une exonération de contributions en exécution de la convention collective de travail du 7 février 2011 modifiant les statuts et la dénomination du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 331 de financement complémentaire du second pilier de pension" (numéro d'enregistrement 103527/CO/331) et de la convention collective de travail du 7 janvier 2019 fixant le pourcentage des cotisations pour l'année 2019 au fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 331 de financement du second pilier de pension" et fixant la date de la demande d'exonération des contributions pour l'année 2019 (numéro d'enregistrement 150353/CO/331).

Article 6

§ 1^{er}. Le supplément est octroyé proportionnellement à la "durée de travail contractuelle", à savoir [le nombre moyen d'heures hebdomadaires prestées par le travailleur] divisé par [le nombre moyen d'heures hebdomadaires prestées par la personne de référence].
Si le travailleur n'a pas presté un trimestre complet ou s'il a changé de durée de travail contractuelle en cours de trimestre, la durée de travail contractuelle est proratisée en fonction du nombre de jours civils de la durée de travail par rapport au nombre de jours civils du trimestre concerné.

§ 2. Si le travailleur a obtenu sa pension légale dans le courant du trimestre, la durée de travail contractuelle est proratisée en fonction du nombre de jours civils jusqu'à la date de la pension par rapport au nombre de jours civils du trimestre concerné.

§ 3. En cas d'indemnité de préavis, le supplément, fixé par la présente convention collective de travail, est octroyé pour l'ensemble de la période correspondant à l'indemnité de préavis, pour autant que cette période débute au cours de l'année 2019 et que, préalablement à cette période, le travailleur concerné ait satisfait aux conditions de la présente convention collective de travail.

§ 4. Le calcul du supplément est établi sur la base des données communiquées par l'Office national de Sécurité sociale par le biais de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale.

Chapitre 4. Entrée en vigueur, durée et dénonciation de la convention collective de travail

Article 7

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 2. La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année calendrier, avec effet au 1^{er} janvier de l'année calendrier suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande, qui en enverra une copie à chacune des parties signataires.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 6 JULI 2020 INZAKE DE SECTORALE PENSIOENTOEZEGGING VOOR HET JAAR 2019

Hoofdstuk 1. Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten

- in uitvoering van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 februari 2011 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (registratienummer 103526/CO/331), afgesloten in het paritair comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, en zoals laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2019 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 331 (registratienummer 152219/CO/331) en bij collectieve arbeidsovereenkomst van 22 december 2014 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 februari 2011 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (registratienummer 125644/CO/331)
- in toepassing van punt 4 van het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 februari 2011 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (registratienummer 103526/CO/331), afgesloten in het paritair comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, en zoals laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2019 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 331 (registratienummer 152219/CO/331).

Hoofdstuk 2. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, met uitzondering van:

- de categorieën voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst
- de in het buitenland gevestigde werkgevers en hun in België gedetacheerde werknemers in de zin van de toepasselijke EEG-verordening inzake de sociale zekerheid.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- werknemers met een contract van interimarbeid
- werknemers met een vakantie-, studenten- of IBO-contract (individuele beroepsopleiding)
- leerlingen waarvoor geen sociale zekerheidsbijdragen worden betaald (erkende leerling van de middenstand, leerling met industrieel leercontract, leerling in opleiding tot ondernemingshoofd, leerling met een overeenkomst voor socioprofessionele inpassing, erkend door de gemeenschappen en gewesten, stagiair met een beroepsinlevingsovereenkomst)
- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van artikel 60§7 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de inrichting van de OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten

- erkende beroepsjournalisten gedurende de periode die in aanmerking komt voor het wettelijk aanvullend pensioen voor erkende beroepsjournalisten, geregeld door het Koninklijk Besluit van 27 juli 1971 (B.S. 20 augustus 1971)
- coöperanten van Belgische niet-gouvernementele organisaties, die werken in het buitenland en voor wie een aansluiting bestaat bij de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid
- niet aan RSZ onderworpen werknemers die occasioneel sociaal-cultureel werk verrichten.

Hoofdstuk 3. Pensioentoezegging

Artikel 4

§ 1. Op 31 december 2019 wordt een eenmalige toelage op de individuele pensioenrekening gestort voor het jaar 2019.

§ 2. De valutadatum vanaf wanneer het rendement toegekend wordt is 1 januari 2020.

Artikel 5

§ 1. De toelage voor het jaar 2019 bedraagt maximaal zevenendertig euro en vijftig cent per rechtgevend trimester in de periode tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019 voor zover

- de aangeslotene in het jaar 2019 door een arbeidsovereenkomst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toepassing is
- én deze organisatie voor het jaar 2019 bijdragen betaalde in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 februari 2011 tot wijziging van de statuten en de benaming van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "sociaal fonds 331 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" (registratienummer 103527/CO/331) en de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2019 tot vaststelling van het percentage van de bijdragen voor het jaar 2019 voor het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "sociaal fonds 331 tot financiering tweede pensioenpijler" en tot bepaling van de datum van aanvraag tot vrijstelling van bijdragen voor het jaar 2019 (registratienummer 150353/CO/331).

§ 2. De toelage voor het jaar 2019 bedraagt maximaal eenentwintig euro en zesentwintig cent per rechtgevend trimester in de periode tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019 voor zover

- de aangeslotene in het jaar 2019 door een arbeidsovereenkomst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toepassing is
- én deze organisatie voor het jaar 2019 een vrijstelling van bijdragen had in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 februari 2011 tot wijziging van de statuten en de benaming van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "sociaal fonds 331 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" (registratienummer 103527/CO/331) en de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2019 tot vaststelling van het percentage van de bijdragen voor het jaar 2019 voor het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "sociaal fonds 331 tot financiering tweede pensioenpijler" en tot bepaling van de datum van aanvraag tot vrijstelling van bijdragen voor het jaar 2019 (registratienummer 150353/CO/331).

Artikel 6

§ 1. De toelage wordt toegekend in verhouding tot de 'contractuele arbeidstijd', zijnde [het gemiddeld aantal uren per week van de werknemer] gedeeld door [het gemiddeld aantal uren per week van de maatpersoon].

Als de werknemer geen volledig trimester gewerkt heeft of in de loop van een trimester van contractuele arbeidstijd is veranderd, wordt de contractuele arbeidstijd geproratiseerd in functie van het aantal kalenderdagen van de arbeidsduur ten opzichte van het aantal kalenderdagen in het betrokken trimester.

§ 2. Als de werknemer in de loop van het trimester met wettelijk pensioen is gegaan wordt de contractuele arbeidstijd geproratiseerd in functie van het aantal kalenderdagen tot de pensioendatum ten opzichte van het aantal kalenderdagen in het betrokken trimester.

§ 3. In geval van opzeggingsvergoeding wordt de toelage, bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, toegekend voor de volledige periode waarmee deze opzeggingsvergoeding overeenkomt, voor zover deze periode een aanvang neemt in het jaar 2019 en de betrokken werknemer voorafgaand aan deze periode aan de voorwaarden van deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft voldaan.

§ 4. De berekening van de toelage wordt vastgesteld op basis van de gegevens die meegedeeld werden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid via de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid.

Hoofdstuk 4. Inwerkingtreding, duur en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Artikel 7

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2020 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder kalenderjaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend kalenderjaar. De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, die een kopie van de opzegging stuurt aan elke ondertekenende partij.